

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MIS/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI
ASSURANCE DE BIENS ET D'INDUSTRIES

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Baccalauréat 2023

1.807 futurs étudiants planchent dans le département de la Donga

Le Secrétaire Général du département de la Donga, Issaka Moussa Yaya, en compagnie du directeur départemental ... • (Page 02)

Economie en Afrique du Sud

Les coupures de courant paralysent la croissance

Autrefois faisant la fierté du continent africain, l'Afrique du Sud est, depuis un certain temps, devenue l'ombre d'elle-même. Son économie, déjà impactée par le ... • (Page 03)

UEMOA

• (Page 03)

Le Bénin offre un domaine pour le siège de la BOAD



3^{ème} Conférence internationale sur l'investissement au Kenya/ KIICO 2023

• (Page 10)

Les secteurs porteurs pour l'investissement révélés



Réunion entre la BCEAO et l'APBEF Bénin

Trois principaux points abordés avec les responsables des banques

La deuxième réunion trimestrielle de concertation entre le Directeur National de la Banque centrale ... • (Page 04)

Gouvernance locale au Bénin

Plus de 80 milliards pour les communes en 2023

La Première session ordinaire de la Commission Nationale des Finances Locales (CONAFIL) pour le compte de l'année 2023 s'est tenue le 15 juin 2023 à Abomey ... • (Page 02)

Gestion durable des océans

La Hollande verse 1 million d'euro à l'OMC pour l'Accord sur la pêche

Un an après l'adoption de l'Accord sur les subventions à la pêche, le Gouvernement des Pays-Bas a décidé d'aider à la mise en œuvre du Mécanisme de financement ... • (Page 04)

Azoli mis en œuvre par l'AnpE

Près de 40 journalistes en conférence de production

A l'invitation de l'Agence nationale pour l'Emploi (AnpE), 40 journalistes sont en conférence de production à Dassa Zoumè, du 12 au 16 juin. Ces professionnels ... • (Page 10)

GOVERNEMENT DU BÉNIN

5^{ème} RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DU BÉNIN (RGPH5)

LE RGPH5 POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ÉQUILIBRÉ

42 22 22 22

www.rgph5.instad.bj

Gouvernance locale au Bénin

Plus de 80 milliards pour les communes en 2023

La Première session ordinaire de la Commission Nationale des Finances Locales (CONAFIL) pour le compte de l'année 2023 s'est tenue le 15 juin 2023 à Abomey. A l'occasion, d'importants sujets liés aux finances locales ont été abordés sous la houlette du Ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL), Raphaël Akotègnon. Entre 2017 et 2023, une considérable augmentation du fonds affectés aux communes a été notée.

• Bidossessi WANOU

Présenter le point des diligences entrant dans le cadre de l'installation des guichets spécifiques du Fonds d'appui au développement des communes (FADEC) ; faire la répartition des ressources Fadec non-affecté fonctionnement eau et électricité des écoles maternelles et primaires publiques ; la répartition des ressources du Fadec non-affecté appui au Fonctionnement courant des communes et la répartition des ressources Fadec non affecté Investissement. Ce sont là les principales priorités de cette session présidée par Raphaël Akotègnon, Ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL). Dans la droite ligne des réformes engagées, le gouvernement entend en effet accroître la capacité d'actions des communes, ce qui induit plus de ressources. Le ministre, au nom du gouvernement,



a tenu à leur exprimer ses reconnaissances notamment depuis le projet de réforme structurelle du secteur de la Décentralisation, en cours de mise en œuvre depuis un plus d'une année déjà et qui permet d'optimiser au mieux la gestion des communes. Il n'a pas oublié les Partenaires techniques et financiers pour leurs divers appuis depuis plusieurs années, pour non seulement l'accroissement des ressources financières transférées aux communes. Le Maire d'Abomey, Antoine Djedou, présent à la session que sa commune

abrite, a lui aussi reconnu et témoigné que la Conafil joue un rôle important dans les collectivités territoriales béninoises. Il a émis le vœu qu'à l'issue des travaux, les décisions permettent de renforcer ce qui se fait jusque-là afin d'impacter davantage le quotidien des populations. Bouchant la même trompette, Aimé Firmin Kouton, préfet du Zou a précisé que le rôle la commission joue un rôle immense dans le fonctionnement des communes à travers la répartition du Fonds d'Appui au Développement des Communes (Fadec).

Baccalauréat 2023

1.807 futurs étudiants planchent dans le département de la Donga

Le Secrétaire Général du département de la Donga, Issaka Moussa Yaya, en compagnie du directeur départemental des enseignements secondaire technique et de la formation professionnelle, du Maire de Djougou, a procédé au lancement officiel de l'examen du Baccalauréat, session de juin 2023 au Collège d'enseignement général 2 de Djougou.

Contrairement à l'année scolaire passée où ils étaient 1.655, pour la session 2023, ils sont 1.807 candidats qui vont à l'assaut du premier diplôme universitaire soit une augmentation de plus de 150 candidats. Au centre du CEG 2 de Djougou, ils sont 519 candidats répartis dans 18 salles de classes dans les séries A1, A2 et B dont 207 filles.

En faisant le point des dispositions prises pour un bon déroulement des épreuves, le superviseur du centre, Bachabi Fran-

çois-Xavier a fait savoir que les consignes ont été données tôt le matin aux surveillants de salle, sur les comportements à adopter en face des candidats. Ils sont également informés des sanctions administratives et pénales prévues lorsqu'un surveillant ne respecterait pas ces consignes.

Avant de procéder au lancement officiel, le Secrétaire Général de la Préfecture de Djougou, a prodigué de sages conseils aux candidats et aux enseignants conviés aux travaux du Baccalauréat. <<

Soyez concentrés, n'ayez pas peur, vous avez le soutien de vos parents, enseignants et autorités en face de vous ce matin. Avec un peu d'effort, dites-vous que vous êtes déjà admis. Je souhaite qu'il ait assez de bonnes mentions pour le département >>, a-t-il précisé. Issaka Moussa Yaya n'a pas manqué de saluer les efforts déployés par tous les acteurs, non seulement dans la scolarisation des enfants mais aussi pour leur maintien à l'école.

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

AUX DECIDEURS...

Défi aux recruteurs

En cette époque numérique, les dirigeants investissent dans les outils et les technologies dont leurs entreprises ont besoin pour suivre le rythme des changements constants. Toutefois, il leur faut bien plus que la bonne technologie : il faut surtout les bonnes personnes. Toutefois, recruter les bons talents devient de plus en plus difficile : un plus grand nombre d'opportunités pour les meilleurs candidats, des offres de travail toujours plus flexibles et polyvalentes, et une tendance à « switcher » d'une entreprise à une autre. Comment attirer les meilleurs talents et les garder ? C'est la question que se pose le magazine le Monde économique. Attirer les milléniaux : trouver le candidat qui répond à toutes les exigences. Pour attirer et garder les talents les plus prometteurs, une belle offre de développement de carrière est essentielle. Mais aujourd'hui, cette mission est beaucoup plus complexe qu'il y a quelques décennies en arrière : les candidats sont toujours plus nombreux, mais les qualifications demandées sont de plus en plus variées et les salariés changent facilement d'entreprise. Il est devenu compliqué de trouver le candidat parfait, et quand vous l'avez trouvé, il est encore plus difficile de le garder. Une qualité ressort en particulier lorsqu'il s'agit des besoins du salarié d'aujourd'hui : la flexibilité. De nouveaux modes de vie qui chamboulent le domaine professionnel. Ces dernières années, une prise de conscience générale s'est répandue concernant les conséquences du travail sur la santé : que ce soit sur la santé physique ou mentale, les préoccupations des nouvelles générations s'attardent davantage sur les conditions de travail, contrairement aux générations précédentes qui avaient peut-être moins le choix. De plus, nombreux sont ceux qui ont profité de la pandémie pour reconsidérer leurs choix de vie et de carrière. Certaines vieilles méthodes de travail ont été remises en question et de nouvelles habitudes ont été prises, par exemple passer plus de temps avec sa famille, servir sa communauté et éviter les déplacements quotidiens. Enfin, il y a également un nouveau mode de vie qui a gagné en popularité : les travailleurs nomades, ou nomades digitaux. Le télétravail forcé durant la pandémie a plu à beaucoup de salariés, et les interactions en ligne sont devenues presque naturelles. Les éléments à prendre en compte pour recruter et garder les salariés. Bien qu'il soit impossible de prédire l'avenir, tout laisse à croire que le monde du travail est en pleine métamorphose. Les entreprises qui réussiront seront celles qui sauront s'adapter face à tous ces changements. Voici deux éléments essentiels à prendre en compte pour recruter des talents et, surtout, les garder au sein de l'entreprise. Adapter sa stratégie aux nouvelles règles du jeu. Actuellement, on assiste à une grande vague d'expérimentation : des entreprises mettent au point des pratiques de gestion des talents qui, par exemple, permettent aux employés de travailler de n'importe où trois mois par an, de venir moins souvent au bureau, de regrouper leurs heures de travail en trois jours seulement ou de les répartir de la manière qu'ils souhaitent sur les sept jours. Auparavant, les normes du monde professionnel étaient plus ou moins similaires dans toutes les entreprises, avec le fameux 9-5 au bureau et une hiérarchie qui distribue clairement les tâches. L'humain était beaucoup moins central, avec des objectifs de productivité et d'efficacité qui se basaient simplement sur les chiffres. Ce changement des mentalités a fait germer de nouvelles méthodes de travail innovantes, et chaque entreprise peut se démarquer comme elle le souhaite pour attirer les candidats les plus talentueux. En tant que dirigeant, la première chose à faire est donc de rester en veille et d'observer ce qui se fait ailleurs, pour ne pas se retrouver à la traîne. Privilégier un mode de travail flexible et orienté vers l'avenir. Aujourd'hui plus que jamais, les salariés souhaitent disposer de méthodes de travail plus saines et tournées vers l'avenir. Il faut que les dirigeants comprennent très vite que si les employés veulent plus d'autonomie pour vivre une vie à multiples étapes, le facteur organisationnel auquel ils tiennent le plus est la flexibilité. Cette flexibilité concerne aussi bien le lieu et le moment où ils travaillent, que celle de lancer une petite entreprise en parallèle. Les salariés d'aujourd'hui souhaitent avoir la possibilité de prendre des congés plus facilement, et de pouvoir explorer de nombreuses facettes de leur potentiel. Les envies professionnelles tendent désormais vers plus d'autonomie, plus de liberté, et plus de pouvoir personnel dans le cadre de leurs missions. Ainsi, si un dirigeant limite trop ses salariés dans l'expression de leur talent, il risque de perdre rapidement ses meilleurs éléments.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.

UEMOA

Le Bénin offre un domaine pour le siège de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a désormais un domaine pour son siège au Bénin. L'Etat béninois a mis à disposition de l'institution de financement, par décret N° 2023-277 du 24 mai 2023, un immeuble.

• F.V.

C'est un immeuble d'une superficie de trois mille deux cent vingt et un (3221) mètres carrés sis à Zongo Nima dans le 5ème arrondissement de Cotonou, avec pour titre foncier n° 113 de Cotonou qui a été affecté par décret à la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Le décret (N° 2023-277 du 24 mai 2023) portant affectation du domaine à la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a été signé le 24 mai 2023 par le chef



de l'Etat Patrice Talon ; le ministre de l'Economie et des Finances, Romuald Wadagni et le ministre du cadre de vie et des transports chargé du développement durable, José Didier Tonato. Pour rappel, la Banque Ouest Afri-

caine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO). Elle a été créée par Accord signé le 14 novembre 1973. La BOAD est devenue opérationnelle en 1976. Les Etats membres sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Par traité de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) signé le 10 janvier 1994 et entré en vigueur le

1er août 1994, la BOAD est une institution spécialisée et autonome de l'Union. Elle concourt en toute indépendance à la réalisation des objectifs de l'UEMOA sans préjudice des objectifs qui lui sont assignés par le traité de l'UEMOA. La BOAD est un établissement public à caractère international qui a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses Statuts, de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

Economie en Afrique du Sud

Les coupures de courant paralysent la croissance

Autrefois faisant la fierté du continent africain, l'Afrique du Sud est, depuis un certain temps, devenue l'ombre d'elle-même. Son économie, déjà impactée par le Covid-19, continue de vaciller. La corruption persistante, qui a saccagé Eskom, la compagnie nationale d'électricité, a provoqué la pire crise du courant dans le pays, laquelle ne cesse de paralyser l'économie.

• Julien COSTA

L'économie sud-africaine perd son élan en raison de coupures record de courant. Les données récemment publiées montrent que son économie n'a augmenté que de 0,4 % au premier trimestre de 2023 », a révélé le Fonds monétaire international (FMI) dans un bulletin économique publié la semaine dernière. « Le pays a été confronté à des pannes d'électricité après des années de mauvaise gestion d'Eskom,

ce qui a incité les autorités à assouplir le processus d'enregistrement et les exigences en matière de licences pour la production d'énergie afin d'encourager les investissements du secteur privé », souligne le FMI. A en croire ce rapport accablant, le gouvernement a annoncé un accord d'allègement de la dette sur trois ans pour aider Eskom à établir sa viabilité commerciale et à atténuer la crise énergétique. La crise est tellement sévère que beaucoup de

quartiers, y compris ceux des nantis, demeurent dans l'obscurité pendant de longues heures.

Selon les chiffres publiés en avril sur le site de l'Intelligence Fusion, les délestages ont affecté la reprise économique de l'Afrique du Sud, car les coupures de courant coûtent au pays entre 204 millions de rands (à peu près 11,3 millions USD) et 899 millions de rands (à peu près 50 millions USD) par jour.

Les PME en débandade
La dernière décennie a été

une période sombre pour bon nombre de Petites et moyennes entreprises (PME) qui n'ont pas les moyens suffisants de s'offrir des équipements pouvant contrecarrer cette crise énergétique brutale et macabre. Et celles qui en ont se plaignent de l'augmentation des coûts de production. C'est ainsi que certaines ont tout simplement fermé leurs portes et renvoyé leurs employés, provoquant ainsi une perte d'emplois considérable dans un pays où sévissent le chômage

chronique et les profondes inégalités sociales. Après 15 ans d'activités intenses qui ont à la fois boosté son revenu et celui de ses six jeunes employés et revigoré les connaissances informatiques de plusieurs jeunes de sa communauté, Brian, jeune entrepreneur et spécialiste des IT (technologies de l'information), a finalement décidé de fermer son cyber café. Une enquête de l'Agence de financement des petites entreprises (SEFA) et du ministère du Développement des petites entreprises

a révélé que 71% des entreprises ont été négativement affectées par le délestage.

Face à cette crise énergétique sans fin qui ravage l'économie, le FMI prévoit déjà une forte baisse, à la fin de 2023, de la croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel par rapport à l'année dernière. Même si la croissance rebondit en 2024, le rythme est trop lent pour réduire le chômage, qui, à 32,9%, reste proche d'un niveau record, regrette le FMI.

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)

Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018

Deuxième réunion trimestrielle entre la BCEAO et l'APBEF Bénin

Trois principaux points abordés avec les responsables des banques

La deuxième réunion trimestrielle de concertation entre le Directeur National de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et les Directeurs Généraux d'établissements de crédit, au titre de l'année 2023, s'est tenue ce 15 juin 2023 dans les locaux de la banque centrale à Cotonou. Les participants ont échangé sur trois principaux points. Il s'agit : des évolutions récentes et perspectives de la situation économique et financière de l'UEMOA et du Bénin ; le bilan de la campagne agricole 2022-2023 de commercialisation du coton graine et l'examen des dispositions prévues à l'Instruction n°009-06-2015 relative au dispositif de sécurité des systèmes d'information des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC).



Direction Nationale pour le Bénin

Point de presse du Directeur National de la BCEAO à l'issue de la deuxième réunion de concertation avec l'APBEF du Bénin au titre de l'année 2023

(DOSSIER DE PRESSE)

Cotonou, le 15 juin 2023

La deuxième réunion trimestrielle de concertation entre le Directeur National de la BCEAO et les Directeurs Généraux d'établissements de crédit, au titre de l'année 2023, s'est tenue le 15 juin 2023. Elle a permis aux participants d'échanger sur les principaux points suivants :

- les évolutions récentes et perspectives de la situation économique et financière de l'UEMOA et du Bénin ;
- le bilan de la campagne 2022-2023 de commercialisation du coton graine ;
- l'examen des dispositions prévues à l'Instruction n°009-06-2015 relative au dispositif de sécurité des systèmes d'information des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC).

Au titre de la situation économique, les participants ont noté que l'environnement international est caractérisé par une décélération de l'activité économique liée à la poursuite de la guerre en Ukraine et des difficultés générées par la pandémie de la Covid-19. Selon les dernières projections, publiées par le FMI en avril 2023, le rythme de progression de la production mondiale passerait de 3,4% en 2022 à 2,8% en 2023, avant de rebondir à 3,0% en 2024.

Toutefois, bien que les niveaux d'inflation demeurent supérieurs aux cibles attendues, les pressions inflationnistes se sont légèrement atténuées au cours du premier trimestre 2023, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement, en lien notamment avec les effets du resserrement des politiques monétaires des banques centrales et la baisse des cours mondiaux des produits énergétiques.

Malgré cet environnement défavorable, les performances de la zone UEMOA se sont consolidées. Le taux de croissance s'établirait à 7,0% en 2023 contre 5,9% au titre de l'année 2022. Cette dynamique serait impulsée notamment par les secteurs tertiaire et secondaire (hausse des productions agricole, extractives et manufacturières).

Il est également observé une détente du niveau des prix. Le taux d'inflation devrait s'établir à 5,5% au deuxième trimestre 2023 contre 5,8% à fin mars 2023 et 8,4% à fin septembre 2022. Cette décélération du rythme de progression du niveau général des prix serait en lien avec l'efficacité du resserrement de la politique monétaire de la BCEAO et des mesures prises par les Etats ainsi qu'un bon approvisionnement des marchés en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2022/2023.

Au Bénin, les indicateurs macroéconomiques font également état d'un renforcement de l'activité économique en dépit du contexte international difficile et d'une maîtrise du niveau général des prix. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 1,8% et 2,1% respectivement en avril et mai 2023, en dessous de la limite supérieure de 3,0%, tandis que le taux de croissance est projeté à 6,5% en 2023 et 2024.

Les situations monétaires et des finances publiques restent également favorables.

Toutefois, les participants à la réunion se sont préoccupés des impacts que pourraient induire les récentes mesures économiques prises au Nigeria, sur l'économie nationale. À cet effet, ils resteront attentifs aux évolutions des prix des produits pétroliers et du niveau général des prix au Bénin ainsi que de la situation dans les secteurs de fortes transactions avec le Nigeria.

S'agissant du bilan du financement de la campagne 2022-2023 de commercialisation du coton, en cours d'achèvement, les échanges ont offert l'occasion à l'APBEF-Bénin de partager avec les participants, les principaux résultats et les leçons à tirer.

Quant à l'exposé de l'Instruction relative au dispositif de sécurité des systèmes d'information des Bureaux d'Information sur le Crédit, il a permis de présenter aux participants les obligations des BIC en matière de sécurisation des informations recueillies dans l'Union. En effet, face à l'augmentation croissante des cybercrimes à travers le monde, il est apparu important de rassurer les assujettis sur les dispositions que devront prendre les BIC pour sécuriser les données collectées, mais également sur les sanctions prévues par le régulateur en cas de manquements et ce, conformément aux dispositions de la loi uniforme portant réglementation des BIC dans les Etats membres de l'UEMOA, sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans l'Etat membre d'implantation de l'Union.

Comme à l'accoutumée, les Directeurs Généraux ont été informés des motivations à la base des dernières décisions du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, prises à l'issue de sa session ordinaire tenue le 7 juin 2023.

A ce titre, les Directeurs Généraux se sont réjouis de la décision du CPM de maintenir inchangés, à 3,00%, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques, et à 5,00% le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal, niveaux en vigueur depuis le 16 mars 2023.

Il convient de noter que cette décision intervient après les hausses des taux directeurs entamées depuis juin 2022, au regard de l'atténuation progressive des tensions inflationnistes dans un contexte de croissance économique soutenue dans l'Union. Sur les périodes à venir, l'inflation devrait continuer à baisser pour revenir en dessous de 3,0% conformément à l'objectif visé par la Banque Centrale.

Les participants ont également examiné l'état de mise en œuvre des principales décisions prises par le cadre de concertation lors de sa précédente rencontre tenue le 24 mars 2023. En effet, à cette occasion, l'APBEF et les Directeurs Généraux avaient décidé de suspendre toutes relations d'affaires avec les entreprises en défaut de rapatriement des recettes d'exportation jusqu'à la régularisation de leur situation. À cet égard, les besoins de couverture en devises de ces entreprises ne seront plus traités par les banques sur la place du Bénin, à l'instar de la mesure déjà mise en œuvre par la BCEAO.

Enfin, l'occasion de la rencontre a été saisie par la Banque Centrale, pour être à l'écoute des préoccupations spécifiques de la profession bancaire et des contraintes auxquelles font face les acteurs financiers au Bénin.

Gestion durable des océans

La Hollande verse 1 million d'euro à l'OMC pour l'Accord sur la pêche

Un an après l'adoption de l'Accord sur les subventions à la pêche, le Gouvernement des Pays-Bas a décidé d'aider à la mise en œuvre du Mécanisme de financement de l'OMC sur la pêche. Le 16 juin 2023, l'Ambassadeur Paul Bekkers a présenté à la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, la contribution du gouvernement Néerlandais à l'organisation.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Adopté à la douzième Conférence ministérielle (CM12) le 17 juin 2022, l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche reçoit de plus en plus de contribution des Etats. Bien que trainant à accepter formellement l'Accord sur les subventions à la pêche comme l'Islande, la Suisse, le Canada, les USA, les Seychelles et le Nigeria, les Pays-Bas viennent de verser 1 million d'euro soit environ plus de 640 millions de FCFA au Mécanisme de financement de l'OMC sur la pêche. Coïncidant avec le premier anniversaire dudit Accord qui a été adopté à

la douzième Conférence ministérielle (CM12) le 17 juin 2022, cette contribution se veut d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés Membres à mettre en œuvre l'Accord sur les subventions à la pêche. Recevant le don des mains de l'Ambassadeur Bekkers, « Je remercie vivement les Pays-Bas pour leur généreuse contribution au Mécanisme de financement de l'OMC sur la pêche », a témoigné la patronne de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala. Appréciant la qualité de l'aide, « Les Pays-Bas sont, dit-elle, un leader reconnu dans le domaine de la politique environnementale et de la gestion de l'eau. Le soutien qu'ils apportent à la mise



en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche par leur contribution au Fonds témoigne encore de leur engagement en faveur de la durabilité. J'attends avec intérêt de poursuivre la collaboration avec les Pays-Bas et d'autres Membres de l'OMC afin de bâtir un avenir plus résilient et plus durable pour nos

océans et non pêcheries ». Portant la voix du gouvernement Néerlandais, « le fait de soumettre à des disciplines les subventions à la pêche préjudiciables est un élément important de nos efforts pour maintenir des stocks de poissons sains. L'Accord sur les subventions à la pêche conclu à la douzième Conférence

ministérielle de l'OMC constitue un pas important en ce sens », va faire savoir l'Ambassadeur Paul Bekkers, avant de poursuivre : « Avec notre contribution de 1 million d'EUR, nous voulons favoriser une ratification et une mise en œuvre rapides de l'Accord, et la conclusion rapide d'un deuxième accord global ».

Un ambitieux Accord

En plus de se focaliser sur les subventions à la pêche notamment le renforcement des cadres législatifs et administratifs des Membres de l'OMC, les prescriptions en matière de transparence et de notification, ainsi que les politiques et pratiques en matière de gestion de la pêche, le nouvel Accord, en son article 7, prévoit la

création d'un mécanisme de financement. Ce, pour fournir une assistance technique et une assistance au renforcement des capacités ciblées afin d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés Membres à mettre en œuvre l'Accord. Il est à noter que le Fonds est géré par l'OMC en collaboration avec des organisations partenaires, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole et le Groupe de la Banque mondiale, qui apportent leurs compétences pertinentes et permettent à l'OMC de tirer parti de ses propres connaissances spécialisées.

Cérémonie de remise de diplômes

La 13^{ème} promotion de Vidéo Leader a reçu son parchemin

Après trois bonnes années d'apprentissage abouti et de formation assidue, les étudiants en licence à l'école de l'audiovisuel Vidéo Leader sont au terme de leur parcours. A l'issue de leur brillante soutenance, les récipiendaires ont reçu leurs diplômes ce samedi 17 juin à Canal Olympia à Cotonou.

● Belmondo ATIKPO

Via une cérémonie de remise de diplômes hautement riche en couleur, le Directeur Général de l'Instinct Vidéo Leader, Didier Toulassi et son personnel ont procédé à la remise du parchemin aux étudiants en fin de formation. Ils sont au total 85 récipiendaires à avoir obtenu leur certificat de fin de formation en licence professionnelle. Les heureux du jour ont soutenu dans plusieurs modules de formation. Il s'agit des spécialités comme le montage et infographie, pilotage de drones, shooting graphisme, design graphique Pao, photojournalisme, réalisation Cinéma, Web design, journalisme et présentation Tv, Radio, Web, journaliste Reporter d'images monteur "JRM". Après réception de leurs diplômes, le major de la promotion et représentant les récipiendaires a exprimé en termes élogieux toute sa reconnaissance au personnel de Vidéo Leader et aux parents pour leur accompagnement et pour



leurs divers conseils. Pamélas Adjanohoun a également dit les difficultés et les succès rencontrés tout au long de leur cursus. La présidente du jury, a, de son côté, salué les efforts consentis par les candidats. Elle a indiqué que les apprenants ont vaincu le signe indien de la fatalité et de la facilité pour suivre la voie la plus sûre. Selon Ariane Adjanohoun le chemin choisi mène à l'emploi et à l'épanouissement de soi. Elle a invité les récipiendaires à ne pas dormir sur leurs lauriers mais plutôt à aller à la conquête du marché de l'emploi. Enfin, en mère de famille, elle leur a

souhaité bonne chance. Le parrain de la cérémonie, le professeur Barnabé Denon a prié les nouveaux candidats au marché de l'emploi à valoriser les attentions reçues. Il leur a suggéré de travailler en continu pour mieux s'insérer dans les structures. Professeur Barnabé Denon a aussi fait un petit rappel du parcours de vie du promoteur de l'école Vidéo Leader. Selon lui, le DG de l'instinct Vidéo Leader a eu un parcours brillant qui force l'admiration de plus d'un. Il a invité les jeunes à mettre leurs pas dans ceux de Didier Toulassi, directeur général de l'école.

À son tour, le Directeur Général de l'Instinct Vidéo Leader, Didier Toulassi a fière allure de saluer la présence des hôtes de la cérémonie. Il s'agit de l'animateur vedette Steve Facia, parrain de l'édition 2013 des récipiendaires de Vidéo Leader ; l'artiste Richard Flash ; du journaliste et conseiller à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HACC), Franck Kpotché et bien d'autres personnalités. Il a souligné que l'école Vidéo Leader est lauréate de 58 distinctions. Ce qui est un parcours honorable pour le centre. En faisant un clin d'œil à l'histoire, Didier Toulassi a rappelé que Vidéo Leader a été créée en 1996. À ses débuts, le centre a été confronté à des difficultés. Et il s'est réjoui du parcours de l'école du début à ce jour. Didier Toulassi a levé un coin de voile sur les perspectives qui sont les siennes. Pour lui, l'école Vidéo Leader va monter d'un palier dans le numérique en proposant aux étudiants à la rentrée prochaine des modules de formation en digital.

Commune de Djougou

Le Plan de Développement Communal, quatrième génération validé

La Mairie de Djougou a procédé à la validation de son plan de développement communal quatrième génération (PDC4). L'atelier de validation a réuni les cadres techniques de la Mairie, les élus communaux, les cadres des administrations déconcentrées de l'État, la société civile et les associations de jeunes et de femmes à la salle des conférences de la bibliothèque CAEB de Djougou.

Cet atelier a été l'occasion pour les participants en présence du consultant commis à la tâche de passer au peigne fin les différents documents préparatoires, les leçons tirées de l'exécution du PDC3 qui a permis d'intégrer les nouveaux enjeux tels que la résilience au changement climatique. Cet atelier ouvre de nouvelles perspectives pour l'élaboration du budget 2024 et consacre une étape importante de la nouvelle génération du PDC.

L'atelier a permis au ca-

binet Impact Plus Bénin de présenter, à travers le consultant, les résultats issus des concertations avec les différents acteurs à la base. Les apports, les amendements et les nouvelles orientations stratégiques ont permis de valider le PDC 4 d'une valeur de six milliards sept cents millions sept cents mille francs CFA. Le Maire Yaya Idrissou et la secrétaire exécutive Vidémè Cornélie Zinsi ont salué l'engagement des participants durant les différentes étapes du processus d'élaboration du présent document de planification. L'autorité communale a souhaité une implication des populations afin que la commune atteigne ses objectifs de développement à l'horizon 2028.

Il faut préciser qu'après cette étape, le document sera soumis au Conseil de supervision pour adoption et au conseil communal pour validation.

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph ABONNÉ - 01 BP 3802 Abidjan
Téléphone : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Téléphone : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**

Dette

La France bien décidée à réduire ses dépenses publiques sans « couper à la hache »



Fin l'argent magique ? Ce mantra, répété à l'envi par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, depuis la crise Covid peine à voir le jour. Nouvelle tentative ce lundi, où le gouvernement a indiqué avoir identifié « au moins 10 milliards d'euros d'économies » potentielles, principalement dans les dépenses de santé et les avantages fiscaux des carburants. Et le tout n'est censé être qu'une « étape » pour contribuer d'ici 2027 au redressement des comptes dégradés de la France. Il faut dire que la France a manqué plusieurs fois de se faire taper sur les doigts par l'agence S & P Global, qui note la capacité d'un pays à rembourser sa dette – dette plutôt colossale dans le cadre de la France. Le pire a été évité en juin, avec une note maintenue à AA, l'une des meilleures possibles. Reste que Bruno Le Maire n'a pas envie de rejouer avec le feu et que le projet de budget pour 2024 « nécessitera au moins 12 milliards d'euros d'économies », selon Bercy.

Le temps de se serrer la ceinture

« Maintenant que nous revenons à la normale, qui comprendrait que nous continuions à dépenser autant ? », a déclaré le ministre de l'Économie, en ouvrant à Bercy les Assises des finances publiques. Ces économies devront être trouvées sur la santé, en luttant contre l'explosion des arrêts maladie et « les dérives » des dépenses en médicaments, a-t-il détaillé. Les aides au logement avec la suppression du dispositif Pinel et la refonte du Prêt à taux zéro (PTZ), pour une

économie de deux milliards d'euros, ainsi que le soutien à l'emploi en cette période de chômage bas sont également dans le viseur du gouvernement, plus particulièrement l'apprentissage et le compte personnel de formation.

Des économies partout

Autre cible, les avantages fiscaux sur les carburants dont bénéficient certaines professions comme les transporteurs routiers ou les agriculteurs, alors que la France engage le virage de la transition énergétique. Ils seront supprimés progressivement d'ici 2030, avec un accompagnement pour permettre à ces professions d'opérer cette bascule. Interrogée sur la nécessité de trouver d'autres économies pour le projet de budget 2024, une source à Bercy a indiqué qu'« il y en aura d'autres » qui totaliseront « sans doute davantage » que 12 milliards d'euros, citant une évaluation de la Cour des comptes. Les Assises ne sont qu'une « étape », a-t-elle ajouté.

« Pas d'une politique à la hache »

L'objectif est de réduire à 108,3 % du PIB (Produit intérieur brut) en 2027 le lourd endettement de la France (contre 111,6 % fin 2022), qui la range du côté des mauvais élèves européens, et de ramener sous l'objectif européen de 3 % le déficit public (4,7 % fin 2022). Pour cela, le gouvernement mise aussi sur la fin de ce fameux « argent magique » avec l'arrêt du bouclier énergétique, mais aussi les gains des réformes

comme celles des retraites ou de l'assurance-chômage, et le plein-emploi.

Bruno Le Maire a toutefois rejeté « l'austérité » et dit ne pas vouloir d'une « politique de la hache, qui tuerait notre croissance (...) en taillant à l'aveugle dans les dépenses ». Mais « nous devons assumer de devoir faire des économies quand nous constatons que des dispositifs n'atteignent pas leurs résultats ou pas suffisamment », a déclaré en clôture des Assises la Première ministre Élisabeth Borne.

Bon courage quand même

Ces efforts sont jugés d'autant plus nécessaires que l'environnement économique se durcit, avec le rétablissement l'an prochain des règles budgétaires européennes et la forte remontée des taux d'intérêt qui alourdit significativement la charge de la dette. Le gouvernement pourrait aussi, en présentant son prochain budget, réviser sa prévision de croissance pour 2023, actuellement de 1 % et jugée optimiste par la plupart des instituts économiques. Mais entre refus d'alourdir la fiscalité et tension sociale face à une inflation élevée, l'entreprise de maîtrise de la dépense s'annonce délicate. Surtout après une douloureuse réforme des retraites et sans majorité absolue à l'Assemblée nationale. Preuve en est si vraiment il y en avait besoin, les trois principales associations d'élus locaux avaient boudé ces Assises, estimant être en désaccord avec l'analyse de la situation. Bonne ambiance.

20minutes

Gestion publique

La Tanzanie envisage de mettre en place une plateforme en ligne pour les ventes aux enchères de café



En Tanzanie, le café est l'une des principales cultures de rente avec le tabac et le thé. Dans le pays, l'exécutif qui entreprend depuis peu des démarches pour accroître la production de la fève souhaite parallèlement renforcer le système de commercialisation. En Tanzanie, le Conseil du café (TCB) prévoit d'introduire prochainement un système de vente aux enchères en ligne afin de stimuler la compétitivité et les offres dans le secteur. C'est ce qu'a révélé Sijali Bowa, responsable

du développement du café au TCB dans la région de Mbeya qui se confiait au Daily News le 15 juin. Dénommée « Centralized Green Coffee Auctions », cette nouvelle plateforme pour la commercialisation du café en ligne, une fois en service devrait permettre au régulateur de modifier le schéma actuel des ventes aux enchères. Celles-ci passeront alors d'une base hebdomadaire à une base quotidienne pour augmenter les ventes et accroître les revenus des producteurs. « L'introduction de la vente aux enchères en ligne réduira les frais de déplacement des soumissionnaires qui doivent se rendre chaque semaine dans la région du Kilimandjaro pour assister à un marché physique. Ce système créera également une concurrence sur les prix du café entre les enchérisseurs et fera grimper la demande, ce qui se répercute sur le prix de vente final », explique M. Bowa. Avec cette démarche, la Tanzanie emboîte le pas à l'Ouganda et au Kenya, deux pays voisins de la sous-région Est-Africaine qui procèdent à des ventes aux enchères de café en ligne depuis 2018. Pour promouvoir ce nouveau système de commercialisation de la fève, la TCB a d'ailleurs décidé d'organiser chaque année des formations pour sensibiliser les opérateurs locaux avant le début des saisons d'achat du café. La Tanzanie exporte plus de 95 % de sa production de café qui tourne autour de 70 000 tonnes par an. Le pays d'Afrique de l'Est a engrangé plus de 231 millions \$ en 2022/2023, grâce à ses expéditions de la fève sur le marché international.

Niger

L'exécutif reçoit un appui de 3,3 millions \$ de l'Italie au profit de la filière tomate

Au Niger, la culture de la tomate est encore majoritairement saisonnière. L'objectif des autorités est de développer l'irrigation de cette culture maraîchère pour assurer la disponibilité de l'offre sur toute l'année. Au Niger, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Hassoumi Massoudou et l'Ambassadrice italienne Emilia Gatto ont signé le 17 juin dernier, un accord de financement de 3 millions d'euros (3,3 millions \$) pour la mise en œuvre d'un projet de développement de la culture de tomate, rapporte l'Agence nigérienne de presse (ANP). Ce projet intitulé « Projet de Petite Irrigation pour le Développement de la Production de la Tomate » (PPI/DPT) sera déployé à travers 4 communes dans les régions de Tahoua et Maradi. Il consiste concrètement en l'aménagement de 100 hectares de terres agricoles irriguées avec une gestion rationnelle de l'eau grâce aux équipements de pompage solaire. Une fois achevée, cette initiative permettra selon les autorités d'assurer une production régulière de tomates sur toute l'année dans les régions ciblées et d'accroître le niveau de l'offre local pour améliorer la satisfaction des besoins du marché intérieur. Le projet prévoit aussi des interventions sur le segment de la transformation, la création de valeur ajoutée et la commercialisation en vue d'aider les opérateurs locaux à accroître leurs revenus. Au Niger, la tomate est cultivée sur une superficie de plus de 11 000 hectares, principalement dans les régions de Tahoua, Maradi et Niamey. Dans le pays, la production totale est estimée à plus de 300 000 tonnes par an, d'après les données officielles.



Côte d'Ivoire

La construction de la zone industrielle de Korhogo dédiée à l'anacarde est achevée

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou avec un stock annuel tournant autour de 1 million de tonnes. À côté de cette place de leader dans l'offre, le pays veut jouer un rôle prépondérant sur le segment de la transformation. En Côte d'Ivoire, l'édification de la zone agroindustrielle dédiée à la transformation de noix de cajou dans la ville de Korhogo est désormais achevée. L'information a été rapportée le 16 juin dernier par l'Agence ivoirienne de presse (AIP). Cette annonce marque la fin de plus de 24 mois de travaux lancés par l'exécutif depuis mai 2021. Ce projet mis en œuvre par le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA) avec l'appui financier de la Banque mondiale a mobilisé un investissement total de 7,5 milliards de Fcfa (12,5 millions \$). S'étendant sur 28,7 hectares, la nouvelle zone agroindustrielle est prévue pour abriter notamment selon les autorités, 7 unités de transformation, des entrepôts de stockage, un espace de séchage, un centre de valorisation des coques de cajou et une station d'épuration des eaux usées. « Aménager une zone agro-industrielle dédiée à la transformation de l'anacarde à Korhogo, c'est créer les conditions d'installation de plusieurs usines de noix et de pommes de cajou, c'est créer aussi des emplois permanents pour les jeunes et les femmes », a déclaré Adama Coulibaly, directeur général du CCA. Plus largement l'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA) initié par l'exécutif en 2018 avec le soutien de la Banque mondiale. Ce programme en vigueur jusqu'en 2023 prévoit également la construction de zones dédiées à la transformation dans les villes de Bouaké et de Séguéla. Rappelons que la Côte d'Ivoire est le troisième acteur mondial de poids sur le segment de la transformation de la noix de cajou derrière le Vietnam et l'Inde. Le pays qui a transformé 21 % de sa production en 2022, soit 224 000 tonnes, ambitionne de faire passer ce taux à 28 % pour le compte de la campagne 2023.

Ecofin du 19 Juin 2023

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 19 juin 2023

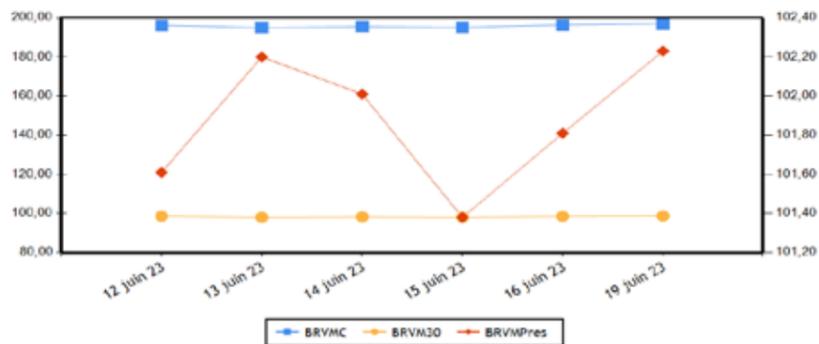
N° 115

BRVM COMPOSITE	196,88
Variation Jour	0,26 %
Variation annuelle	-3,12 %

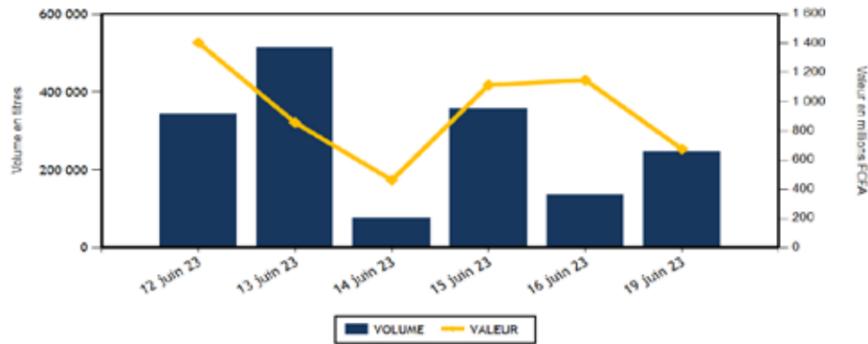
BRVM 30	98,71
Variation Jour	0,19 %
Variation annuelle	-1,29 %

BRVM PRESTIGE	102,23
Variation Jour	0,41 %
Variation annuelle	2,23 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 324 324 925 456	0,26 %
Volume échangé (Actions & Droits)	213 079	105,94 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	334 498 768	-60,38 %
Nombre de titres transigés	40	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	15	114,29 %
Nombre de titres inchangés	16	6,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 046 211 091 233	-0,32 %
Volume échangé	34 287	9,64 %
Valeur transigée (FCFA)	340 925 820	12,09 %
Nombre de titres transigés	8	-11,11 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	4	100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	725	7,41 %	-5,84 %
SOLIBRA CI (SLBC)	73 075	6,21 %	-12,22 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	810	5,19 %	-12,90 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 980	2,76 %	-6,88 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 795	2,66 %	-2,61 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 085	-4,82 %	14,21 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	780	-1,27 %	4,00 %
SAFCA CI (SAFC)	800	-1,23 %	-9,09 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 900	-1,02 %	-9,23 %
SOGB CI (SOGC)	4 800	-0,62 %	-15,34 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,23	0,41 %	2,23 %	85 743	134 792 123	6,20
BRVM-PRINCIPAL	36	93,67	0,17 %	-6,33 %	127 336	199 706 645	11,55

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,01	1,25 %	-6,92 %	90 868	68 222 495	28,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	468,85	0,07 %	-4,16 %	11 736	98 719 305	8,91
BRVM - FINANCES	15	76,80	0,08 %	1,71 %	85 424	93 264 383	6,03
BRVM - TRANSPORT	2	314,26	0,00 %	-8,03 %	8 089	10 329 890	5,00
BRVM - AGRICULTURE	5	230,74	0,59 %	-18,63 %	9 121	49 836 535	4,62
BRVM - DISTRIBUTION	7	353,72	1,36 %	-1,34 %	7 593	13 855 980	12,32
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 338,76	-4,83 %	14,21 %	248	270 180	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,05
Taux de rendement moyen du marché	8,17
Taux de rentabilité moyen du marché	9,37
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	540 128,00
Valeur moyenne annuelle par séance	925 028 755,12

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	7,58
Ratio moyen de satisfaction	26,09
Ratio moyen de tendance	344,08
Ratio moyen de couverture	29,06
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	5,15
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@sgi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIFC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIFC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Entretien avec Oleg Nesterenko

La guerre en Ukraine, c'est la guerre de la monnaie américaine

La guerre en Ukraine continue toujours de faire parler d'elle. Dans cet entretien avec L'Éclairer, Oleg Nesterenko, président du CCIE passe au peigne fin ce conflit dont la fin est incertaine.

Il ne faut pas oublier que les médias français sont grandement financés par l'appareil d'État. J'ai rencontré des responsables de médias en tête-à-tête qui m'ont dit ne pouvoir en aucun cas se permettre de dire tout ce qu'ils veulent, surtout en matière de politique étrangère gouvernementale, sans risquer de perdre les subventions qu'ils reçoivent de l'État. C'est aussi simple que cela. Sans parler de la majorité écrasante des médias qui parlent des sujets internationaux et qui n'ont strictement aucune réelle idée de ce dont ils parlent, car ils n'ont aucun de leurs correspondants sur place. Et ceux qui sont sur place savent déjà ce qu'ils vont raconter avant même d'y aller.

Pour remplir leurs pages, les autres ne font qu'acheter les informations à des structures comme l'Agence France Presse, un organisme financé par l'État à hauteur de plus de 100 millions d'euros par an, soit un tiers de son chiffre d'affaires. L'AFP n'est qu'un centre de relais de la propagande étatique. A combien s'élèvera sa dotation d'État s'ils osent un jour ignorer la volonté de l'Élysée sur des informations traitant de politique étrangère ?

Joseph Goebbels, le patron de la propagande du 3e Reich, disait : « le mensonge dit une fois reste un mensonge ; le mensonge dit dix fois reste un mensonge ; le mensonge dit mille fois devient une vérité ». Comme je l'ai toujours dit à mes étudiants par le passé : pour avoir ne serait-ce que le début de l'aperçu de la vérité, vous devez consulter, au moins, trois sources d'information « amies », trois sources « ennemies » et trois sources neutres.

La liberté de pensée n'existe pas en Occident, car les mêmes informations répétées en écho sont prises pour de la vérité. Si l'oppression dans les dictatures se fait « à la hache », et c'est donc visible, gros comme une maison, en Occident, elle se fait « au scalpel », car il est important de faire croire aux électeurs à l'illusion qu'ils disposent de la liberté de parole basée sur la liberté de pensée. Les médias occidentaux font un excellent travail d'illusionniste. Moi qui aime le cirque, je ne peux que les applaudir.

Quand, dans quelques mois ou quelques années, il s'avèrera que les informations diffusées par les médias ont été de purs mensonges, cela n'aura plus aucune importance : le projet sera déjà réalisé et classé.

En Russie, du fait que du temps de l'Union soviétique un seul organe décidait qui va dire quoi, les Russes sont naturellement méfiants vis-à-vis des flux d'informations. Ils savent très bien que ce qu'ils entendent sur les chaînes ou ce qu'ils lisent dans les journaux subventionnés par l'État n'est que la version officielle et qu'elle est toujours à nuancer. Et, surtout, les Russes ont une véritable alternative dans leurs sources. Concernant la guerre en Ukraine, les Russes, par exemple, ont une parfaite liberté et possibilité de consulter les informations ukrainiennes, car une partie relativement importante de leurs médias sont en langue russe. Les Russes ont donc accès aux informations des deux côtés des barricades.

En Russie, peu de monde consulte la presse occidentale à cause de la barrière de la langue, mais le choix entre les médias d'État, les médias alternatifs, les médias de l'opposition et les médias ukrainiens est très important. Ainsi, le Russe moyen dispose d'un choix d'information plus important que le Français moyen. Et quand les Russes prennent des positions arrêtées, c'est bien en parfaite connaissance de cause.

Parce qu'il n'y aurait pas de lavage de cerveau en Russie ?

- En ce qui concerne la Russie – on vient de faire le tour de la réalité. Sans reparler du lavage de cerveaux institutionnalisés en France, dont l'unique information relayée par les mass-médias est celle imposée par le camp « macroniste », si vous voulez parler du lavage de cerveau – il faut se tourner vers l'Ukraine. Je vous donne un exemple tangible sur l'Ukraine. Quand j'ai parlé des réfugiés de l'est de l'Ukraine, âgés de plus de 45 ans et qui sont en grande partie pro-russes, il faut bien dire que c'est tout à fait différent pour les moins de 30 ans.



Depuis la disparition de l'Union soviétique, il y a un gigantesque lavage de cerveau institutionnalisés de la part de l'État ukrainien. Et ce lavage de cerveau s'est accéléré d'une manière exponentielle dès 2014. A l'école ukrainienne, tous les manuels ne sont pas juste patriotiques, mais bien ultra-nationalistes. Comme le disait bien Romain Gary : « le patriotisme, c'est l'amour des siens ; le nationalisme, c'est la haine des autres ». Si vous prenez un manuel de l'histoire ukrainienne, je vous assure que vous allez avoir les cheveux qui se dressent sur la tête - si vous êtes une personne raisonnable - car vous allez y trouver, par exemple, que les légions de la Waffen-SS sont des héros et que les Français sont, en fait, les descendants des Ukrainiens. Que si les Français de l'Antiquité s'appelaient les Gallois, c'est parce qu'ils sont originaires de la région de l'ouest de l'Ukraine qui s'appelle la Galicie. Non, ce n'est pas le délire d'un malade mental échappé d'un asile. C'est l'extrait d'un manuel officiel de l'histoire de l'Ukraine imprimé par le ministère de l'Éducation nationale de l'Ukraine. C'est exactement cela l'éducation nationale ukrainienne, surtout depuis 2014.

Je vous donne également l'exemple d'une famille de réfugiés d'Odessa, dont la mère âgée de moins de 50 ans est une amie et que je fais loger dans un de mes appartements près de Paris. Si elle et son mari, qui est resté bloqué en Ukraine, sont foncièrement pro-russes et haïssent le régime criminel de Kiev, leurs deux enfants âgés de 18 et 23 ans sont des russophobes et admirateurs des mouvances ultra-nationalistes ukrainiennes. Et ils vivent dans la même pièce. Ayant des rapports tout à fait sains au sein de leur famille, les enfants sont, néanmoins, en totale opposition politique avec leurs parents. Et ces derniers me disent qu'il n'y a strictement rien à faire : l'école ukro-nationaliste a lavé les cerveaux de leurs enfants du matin au soir durant leurs dix années d'études. C'est devenu une maladie incurable.

Va-t-on vers une recomposition de l'ordre mondial que l'on voyait jusque-là dominé par les Etats-Unis ? De nouveaux équilibres sont-ils en train de se mettre en place ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les tentatives de résolution des conflits majeurs passent toujours par les Nations Unies, par le Conseil de sécurité. Jusqu'à présent, cela a plutôt marché. Mais aujourd'hui, il y a une très profonde recomposition de l'échiquier politique internationale et les institutions internationales qui ont été viables et fiables ne le sont plus.

Il est peu probable que, dans les années à venir, ces institutions auront leur mot à dire, surtout d'une manière décisive. Quant à la recomposition de blocs, elle est assez relative. Le bloc occidental restera le bloc occidental. Personne ne va y rentrer et je ne vois pas, à moyen terme au moins, quelqu'un en sortir. Les pays non occidentaux qui sont aujourd'hui sollicités par l'Occident collectif pour qu'ils prennent des positions hostiles à la Russie et, parallèlement, contre la Chine, comprennent parfaitement qu'ils ne font pas partie du camp occidental et ne sont que des outils. Au début du conflit, face à la pression, le président pakistanais a répondu plus que clairement : « Nous ne sommes pas vos esclaves ! ». Il a dit à vive voix ce que les autres pensent,

mais ne disent pas.

Les pays non occidentaux qui signent le projet américain ne le font que sous pression, parce qu'il y a toujours des intérêts derrière. Il y a notamment les prêts étatiques des institutions financières internationales contrôlées par l'Occident. Beaucoup de pays en voie de développement ne peuvent pas se permettre le luxe d'aller à contre-courant de la volonté des puissances occidentales.

Depuis février 2022 et la levée des masques des acteurs majeurs sur la scène politique internationale, le processus de recomposition de l'ordre mondial s'accélère. Ce processus ne date nullement d'hier. Néanmoins, il y a une nette accélération avant tout non pas culturelle ou religieuse, mais idéologique, du monde occidental vis-à-vis du monde non-occidental.

La Russie a proposé une réelle alternative aux représentants du monde non-occidental et cette alternative n'est pas basée sur l'entrée dans un nouveau bloc, mais sur les relations bilatérales, multilatérales et sur le principe de la non-ingérence. Si les experts occidentaux ont envie de me contredire, je les invite d'abord à fermer leurs bouches et ouvrir leurs oreilles – ce qu'ils ont souvent du mal à faire – et écouter attentivement les réactions du monde non-occidental. Ecouter, même si, traditionnellement, ils considèrent les habitants de ce qu'ils appellent avec mépris le « tiers monde », comme plus bêtes qu'eux. Ainsi, ils apprendront beaucoup de choses sur le sujet.

La Russie au Soudan fait partie de cette stratégie de consolidation de ce camp non-occidental ?

Le Soudan est une question à part. Dans ce pays, la Russie a le projet d'une nouvelle base navale militaire russe qui sera la première, en dehors de la Russie, à ouvrir depuis la disparition de l'Union soviétique.

Les négociations entre Moscou et Khartoum ne datent pas d'hier. En 2017, l'ancien président soudanais, Omar el-Béchir, avait demandé la protection de la Russie contre les Etats-Unis. Il avait également demandé un partenariat militaire qui incluait la création d'une base navale.

On parle beaucoup du bellicisme du Kremlin, le « méchant » face aux « gentils ». J'aimerais un peu éclairer avec des faits ceux qui sont endoctrinés par la propagande « atlantiste », même si je reste néanmoins très sceptique quant au résultat, car je dois reconnaître l'efficacité du lavage de cerveaux par les mass médias occidentaux qui sont passés maîtres dans ce domaine.

Avant le déclenchement de la phase active des hostilités américaines contre la Russie qui dure depuis plus de dix ans, Moscou avait une politique plus que pacifiste. En 2002, la Russie a fermé sa base militaire à Cuba. La même année, elle a fermé sa base navale au Vietnam. Les bases militaires russes en Géorgie ont été fermées. La présence militaire au Kosovo, comme en Azerbaïdjan, a été supprimée. Jusqu'au déclenchement des hostilités par les Occidentaux contre la Syrie, la présence russe sur la base navale syrienne de Tartous, qui existe depuis les années 70, était vraiment symbolique.

Le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), signé en 1990 à Paris, a été respecté par la Russie malgré les graves violations par l'Otan. Et ce n'est qu'en 2007, quand il n'a été plus possible de tolérer les agissements illégaux de l'Otan que la Russie a gelé sa participation, sans pour autant le quitter.

Drôle de stratégie pour quelqu'un qui ne rêve que d'envahir les autres. A souligner que ce n'est pas une Russie abstraite qui a supprimé toute cette présence militaire en dehors de ses frontières, mais vous savez qui ? Le grand méchant Poutine en personne.

Les prétendus experts du camp « atlantiste » peuvent raconter autant de balivernes qu'ils veulent à leur public naïf et crédule, les faits sont têtus. Jusqu'au moment où Poutine a compris que l'Occident américano-centrique n'a strictement aucune autre intention vis-à-vis de la Russie que de l'affaiblir au maximum, il était très ouvert et plus qu'amical envers ce dernier.

Suite dans la prochaine parution

Promotion de la filière maraîchère

WE ONG et la Mairie de Bassila offrent des motopompes aux coopératives

L'espace intérieur de l'hôtel de ville de Bassila a servi de cadre à la cérémonie de remise d'une douzaine de motopompes aux coopératives de maraîchers. La cérémonie s'est déroulée en présence du Maire Tassou Zakari Filikibirou et des représentants de la secrétaire exécutive et de la Cellule Communale de l'ATDA 4.

À en croire Nabiou Soumanou, président de l'ONG donatrice, le projet vise à soutenir les efforts du conseil communal de Bassila dans la promotion de la filière maraîchère. Le don a été fait grâce à l'appui financier de la communauté d'agglomération de Forbach Porte de France (CAFPF), une association de 21 communes françaises, la deuxième plus importante en Lorraine. Le docteur Tassou Zakari Filikibirou, Maire de la Commune de Bassila, s'est

réjoui de cet acte de générosité et d'amitié qui va contribuer dans une large mesure à l'atteinte des cibles prioritaires des Objectifs de développement durable que la Mairie s'est fixées. L'autorité communale a, par la même occasion, exhorté les bénéficiaires à faire bon usage des équipements afin de faciliter l'atteinte des objectifs du projet. Le représentant des bénéficiaires a, quant à lui, remercié les responsables de WE ONG et la Mairie de Bassila pour les efforts déployés quo-

tidienement pour faciliter les difficultés que rencontrent les coopératives agricoles notamment de la filière maraîchère. Il a promis faire bon usage des motopompes reçues. Les coopératives bénéficiaires proviennent de Bassila centre, Aoro, Awo, Kikélé, Igbomacro, Boutou, Salmaga, Bayakou et Balimboli-Diepani.

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Coopération décentralisée

Une délégation béninoise en séjour à Merelbeke

Dans le cadre du partenariat qui lie la Commune de Toucountouna et son homologue de Merelbeke, le Maire des jeunes de la Commune de Toucountouna Charles Nahini, le représentant du conseil communal de la jeunesse de Toucountouna René Yokossi, en compagnie du coordonnateur sud du partenariat Robert Boko Ossine ont séjourné à Merelbeke en Belgique du 3 au 11 mai 2023. Au cours de

leur séjour, ils ont passé au peigne fin les différentes activités du conseil communal de la jeunesse de Toucountouna et les perspectives. Pour les hôtes belges, ce déplacement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de deux programmes de partenariat en l'occurrence le programme « To Mé » et le programme « VVSG/ANCB Bonne gouvernance locale 2022-2026 ». Tout ceci dans la logique de renforcement de la coopération

pour impacter davantage les communautés autour des échanges d'expériences et de réseautage. À en croire les trois membres de la délégation béninoise, ce séjour en terre belge, leur a permis de s'abreuver de l'expérience belge dans le domaine de la bonne gouvernance locale et renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les deux communautés.

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Examen de Baccalauréat 2023 dans le Couffo

Le préfet Mégbédji donne le top au Ceg de Toviklin

(2005 candidats en composition)

C'est le centre de composition du Ceg de Toviklin qui a abrité le lancement au niveau départemental des épreuves écrites de l'examen du Baccalauréat dans le Couffo, ce lundi 19 juin 2023, par le préfet Christophe H. Mégbédji. À l'entame de la céré-

monie de lancement, le préfet avant 8 heures a sillonné quelques salles de composition pour doper le moral à 294 candidats de ce centre. Ainsi, leur a-t-il invités à la patience et au courage. "Respirez profondément et lisez bien les épreuves avant de commencer par les traiter



en commençant par les questions les plus abordables. Lisez bien vos copies et attendez toujours la fin de l'heure avant de les remettre", a conseillé le préfet aux candidats. Parlant des statistiques, le Directeur départemental de l'enseignement secondaire de la formation technique et

professionnelle (Ddesftp) du Couffo, Zénongnon Kakpo dira que les candidats sont au total 2005 dont 1335 garçons et 670 filles. Répartis dans cinq centres de composition que compte le département, les candidats composent dans neuf différentes séries.

Gaëtan NATO

HOROSCOPE finance

Bélier Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

Taureau

Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serré les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

Gémeaux

Avec cet aspect de Neptune, vous devrez rester vigilant concernant vos finances, vous méfier des mauvais choix et réfléchir longuement avant de signer le moindre contrat ou le moindre engagement. Mais avec Jupiter bien aspecté, il est tout à fait possible qu'après bien des inquiétudes, vous ayez droit à un coup de chance ou à un redressement spectaculaire.

Cancer La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans

Lion doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

Vierge

La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décan, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance

Balance dans les placements à long terme et les investissements immobiliers aujourd'hui. A vous de savoir en profiter ! Ce serait dommage rater le coche par paresse ou étourderie.

Scorpion

Fiez-vous à votre intuition pour vos placements et spéculations diverses. Vous aurez tout le pouvoir de persuasion souhaitable dans ce domaine, et vos transactions pourront en bénéficier de manière remarquable.

Sagittaire

Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

Capricorne

Les opportunités financières qui vous ont échoué dernièrement se feront plus rares. Neptune vous portera encore chance. Mais restez prudent, car cette planète pourrait vous rendre trop optimiste. Attention, donc, à ne pas continuer à croire au Père Noël, et à ne pas accorder votre confiance à n'importe qui.

Verseau

Cette journée marquera une nette amélioration de votre situation matérielle. Vous pourrez effectuer des transactions profitables, à condition toutefois de choisir des placements sûrs. Une rencontre se révélera très utile.

Poissons

Tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles. Mais si vous cédez aux tentations, vous ne pourrez éviter de subir le contrecoup de l'impact négatif de Pluton. Ce ne sera pas non plus le moment de prendre des décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de placements.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Falco Vignon

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant
France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Raoul Gandah
(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

3^{ème} Conférence internationale sur l'investissement au Kenya/ KIICO 2023

Les secteurs porteurs pour l'investissement révélés

(L'Appel du Kenya pour une Afrique intégrée pour le commerce et l'investissement)

La grande salle du Safari Park hôtel de Nairobi a servi de cadre à la 3^{ème} édition du forum sur l'investissement et le commerce organisé par le gouvernement kenyan avec le concours et la participation active du secrétariat général de la Zlecaf et d'Afreximbank.

• Falco VIGNON

Le secteur privé africain est à la quête de ses marques pour mieux s'affirmer et s'intégrer afin d'impacter positivement la croissance tant recherchée. Il était important de trouver une solution au manque de connectivité entre les pays africains en termes de commerce interafricain et d'investissement. La solution idéale, selon les organisateurs de la présente conférence, c'est d'ouvrir la porte du Kenya à l'Afrique et au secteur privé africain avec la bénédiction de la ZLECAF et d'Afreximbank.

Face aux différentes crises dont la Covid-19 et la guerre en Ukraine qui ont secoué le monde en général et l'Afrique en particulier, il était opportun de convier les différents investisseurs privés comme publics à une table ronde pour libérer les forces et les énergies pourvoyeuses de croissance économique. C'est à cet exercice que s'est livré l'agence Kenyane pour la promotion de l'investissement (Kininvest) en mobilisant, sous l'autorité de l'Etat kenyan plus de 2000 délégués venus d'horizons différents et de tous les continents du 29 au 31 Mai dernier à Nairobi. L'objectif essentiel de cette conférence,



selon le ministre kenyan du commerce, Monsieur Moses KURIA, c'est de réaliser une intégration du secteur privé africain et de lever les barrières qui annihilent les efforts des différentes institutions engagées pour la mise en œuvre des infrastructures de développement. Le secteur privé africain a pris conscience, même si c'est avec un retard reconnu par tous, du faible taux du commerce interafricain soit 15,4% contre près de 61% pour l'Europe. Il urge que des mesures courageuses et concertées soient prises pour connecter toute l'Afrique à la vision 2030 du gouvernement kenyan.

Il n'est un secret pour personne que les investissements directs étrangers

(IDE) du Kenya, ont connu, ces dernières années, une baisse drastique dont les causes sont à rechercher dans les différentes crises socio-politiques qui ont secoué le pays. La solution toute trouvée pour combler les déficits est de s'ouvrir complètement à l'Afrique pour capter les investissements africains et des autres continents qui n'attendent que quelques facilités pour s'installer au Kenya dans le secteur de leur choix. Parmi les pays à l'honneur et invités à cette messe de l'investissement, se dégagent nettement l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Nigéria qui constituent les têtes de pont en termes de mobilisation de financement pour les projets interafricains. Des cadres de

l'administration kenyan, des institutions financières régionales, en passant par le secteur privé et public kenyan, tous étaient mobilisés pour offrir aux PMI et PME africaines les opportunités et les facilités pour un investissement sans risques majeurs. La banque panafricaine Ecobank est étroitement associée à cette conférence pour la mobilisation du secteur privé africain qui a pris une part active à ce rendez-vous de financement du commerce interafricain.

La pertinence et la richesse des thèmes choisis et la qualité des panélistes venus de divers continents en disent long sur les objectifs réels des organisateurs de cette conférence qui a battu le record en termes d'innova-

tion et de diversité des participants anglophones, francophones, arabophones, lusophones etc. Le clou de cette rencontre de haut niveau sur l'investissement au Kenya, est la retraite organisée pour le compte de près de 54 ministres du commerce africain pour des échanges sincères et francs pour la promotion d'un secteur privé fort, riche et prospère épargné de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires. Notons que la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCI

Bénin), fidèle à sa politique d'édification et d'accompagnement du secteur privé béninois, a pris activement part à cette conférence qui offre à tous les opérateurs économiques participants, d'énormes opportunités d'échanges commerciaux et d'investissement. La CCI Bénin, à travers ses deux élus consulaires, a participé activement à tous les travaux de la conférence qui marque un nouveau départ dans la dynamique de la promotion du commerce interafricain.



Azoli mis en œuvre par l'AnpE

Près de 40 journalistes en conférence de production

L'invitation de l'Agence nationale pour l'Emploi (AnpE), 40 journalistes sont en conférence de production à Dassa Zoumè, du 12 au 16 juin. Ces professionnels des médias viennent des radios partenaires de l'Agence dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif Azoli. Il s'agit de la deuxième conférence trimestrielle de l'année 2023. Cet atelier pratique a pour but de renforcer les capacités des acteurs des médias des radios partenaires afin qu'ils s'appro-

prigent les problématiques de communication du dispositif « AZOLI » en vue de les concrétiser à travers la production et la diffusion de genres radiophoniques types comme modèles d'émissions à produire pendant le partenariat. Pendant ces cinq jours, les participants, sous la direction des consultant et personne ressource Wilfrid Adoun et Eugène Allosoukpo feront d'abord le point des activités médiatiques réalisées au cours du trimestre précédent. Ensuite, ils réaliseront des émissions



(Spots, microprogrammes, tables-rondes, magazines, émissions...) qui seront diffusées sur toutes les radios partenaires, du retour de l'atelier. Enfin des projections pour le trimestre sui-

vant seront faites.

Les radios, maillons essentiels

« Je sais pouvoir compter sur vous pour diffuser ces émissions et en faire

d'autres pour relever les défis afin d'atteindre les objectifs de Azoli », a tenu à faire savoir aux journalistes Séraphin Adjinda, chef de l'antenne départementale AnpE des Collines. Erick Damase Dagbénobakin, Spécialiste Suivi Evaluation du ProDIJ a abondé dans le même sens avant d'indiquer aux journalistes qu'il ne peut en être autrement au regard de la particularité de la cible. « Vous êtes des maillons essentiels dans la mise en œuvre du dispositif », a-t-il indiqué. AZOLI est un dispositif

de formation en entreprise émanant du Projet d'Inclusion des Jeunes (ProDIJ) notamment sa composante I intitulée « Soutien au développement d'un dispositif intégré pour l'inclusion économique et l'amélioration de l'employabilité des jeunes vulnérables », qu'exécute l'AnpE. Quant au ProDIJ, il vise à accroître l'inclusion économique des jeunes de la tranche d'âge de 15 à 30 ans en situation de sous-emploi ou en inactivité, ayant un faible niveau d'instruction (niveau maximum BEPC).

Source externe

Changement climatique

Bassila célèbre la journée de lutte contre la désertification

La onzième édition de la journée internationale de lutte contre la désertification et la sécheresse a été effectivement célébrée dans la commune de Bassila ce samedi 17 juin 2023.



C'est le site du commissariat de police républicaine d'Alédjo et l'école primaire publique de Kpindi qui ont accueilli les activités de reboisement de cette onzième édition qui a pour thème : « Femme, sa terre, ses droits : faire avancer l'égalité des genres et les

objectifs de restauration des terres >>. Le Maire de la Commune de Bassila, Tassou Zakari Filikibirou, en compagnie du chef d'arrondissement d'Alédjo, Allassani Aboubakar Moukaram et du représentant de l'administration forestière, le capitaine Djissonon Grégoire, a saisi

l'occasion pour sensibiliser les populations sur les causes et conséquences de la désertification et la sécheresse. Il a encouragé les acteurs du domaine à faire des efforts supplémentaires pour parer au plus pressé aux conséquences désastreuses pour l'écosystème. 1872 plants de plusieurs essences majoritairement des Afzélia, Ceiba, d'Adansonia et de Gmelina ont été mis en terre sur une superficie de 1,25 hectare.

Il faut préciser que les forces de défense et de sécurité et les acteurs du secteur du bois de la Commune ont pris part à la manifestation.

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

26^{ème} Forum économique international de Russie

Poutine plaide pour un monde multipolaire

La ville russe de Saint-Petersbourg a accueilli le jeudi 15 au samedi 17 juin, la 26^{ème} édition du Forum économique international. Au cours de cette rencontre de haut niveau, le président russe Vladimir Poutine a fait l'exaltation d'un monde multipolaire.

● Belmondo ATIKPO

Le 26^{ème} forum économique international de Saint-Petersbourg s'est ouvert le jeudi 15 juin 2023 dans la deuxième plus grande ville de Russie. Ce forum a mobilisé en terre russe 170.000 représentants venus de 130 pays à travers le monde. Ce grand rendez-vous des affaires a pour but de permettre aux Etats participants de nouer des relations entre eux. Le forum offre cette année à la Russie une plateforme privilégiée pour des discussions approfondies. La rencontre de Saint-Petersbourg place au cœur de ses activités des partenariats commerciaux et des opportunités d'investissements entre la Russie et les Etats membres de la dite organisation. Durant quatre jours qu'ont duré les travaux, les 130 Etats invités à la table du forum ont mis l'accent sur la coopération économique.



Cette année, les échanges ont tourné autour du thème général : « le développement souverain, une base pour un monde juste, unissons nos forces au nom des générations futures ». Au centre de l'attention des participants, le développement de l'économie russe dans le contexte actuel. En mettant en avant les enjeux économiques mondiaux, cet événement dynamise les échanges internationaux et encourage le développement économique ainsi que la coopération entre les

nations. L'Afrique a été fortement représentée lors de ce forum. Le président de l'Algérie a été l'invité d'honneur de ce forum. Abdelmadjid Tebboune a porté la voix de l'Afrique lors de ce rendez-vous des affaires.

Ce 26^{ème} forum a fait la promotion des économies des pays du tiers monde ainsi que les pays émergents. Faute d'avoir des partenaires occidentaux, la Russie de Vladimir Poutine ratisse large parmi les pays à économie en pleine croissance.

Pénurie d'aliments dans le Sahel en 2023

1,3 millions de Sénégalais touchés par la malnutrition

Au Sénégal, plus d'un million de la population ne trouve plus à manger. Avec les effets collatéraux de la sécheresse entre juin-août dans le Sahel, la production agricole connaît cette année de perturbations.



● Belmondo ATIKPO

La chaîne d'approvisionnement en nourriture dans le Sahel et particulièrement au Sénégal, sera interrompue entre juin, juillet et août de cette année. Et pour cause, la sécheresse qui a touché cette partie du continent cet été laisse planer le spectre d'une famine. Huit pays du Sahel en Afrique de l'Ouest, parmi lesquels le Sénégal en tête, ont d'ores et déjà dépassé le seuil d'un million de personnes en situation de crise alimentaire. C'est ce qu'indique le rapport régional 2023 du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CLISS) sur la crise alimentaire en Afrique de l'Ouest. Plus, précisément, 1,3 millions de Sénégalais sont directement et

directement touchés par la pénurie d'aliments. Soit 7,1% de la population totale du Sénégal est en situation de malnutrition. Dans son analyse, le CLISS a fait état de 680.000 personnes soit 3,8 de la population analysée qui était en situation de crise. Les plus petits sont plus concernés par le manque de repas. Surtout, la couche vulnérable celle dont l'âge est compris entre 5 ans et moins sera fortement menacée entre juin-juillet et août.

Au cours du mois de juin au Sénégal, les effets de la famine se font de plus en plus ressentir dans les foyers. A Dakar, Ziguinchor, Saint-Louis ou encore à Thiès, la malnutrition a eu moins d'impacts sur les ménages. Par contre

dans les foyers démunis ou à revenu modeste et surtout dans les villages, la pénurie fait partie du quotidien des populations.

Ainsi, observe-t-on une tendance à l'augmentation de la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans avec des taux au-delà du seuil d'urgence (15%) notamment dans certaines zones au Sénégal. On note ici et là des tendances peu encourageantes. Plus le mois de juin évolue, plus la crise alimentaire, gagne du terrain en Afrique de l'Ouest en l'occurrence au pays de la Téranga. Les villages comme Louga (28%) et Matam (23%) connaissent une hausse de taux de pénurie d'aliments.

La crise politique qui secoue actuellement le Sénégal, a eu pour effet l'arrêt des activités économiques. Cette situation a surtout touché de plein fouet l'économie et a eu aussi pour conséquence l'aggravation de la malnutrition. Les jeunes et les femmes qui sont les premiers pourvoyeurs de la richesse du pays ont quitté les champs et les marchés pour rejoindre les manifestations. Cette situation a créé des gaps au niveau de l'économie Sénégalaise.

Activités génératrices de revenus

Plan International Bénin et Ong "Les Humanitaires" initient 25 jeunes filles et dames à N'dali

Venues de diverses couches sociales des localités de Koméguia, vingt-cinq adolescentes et jeunes dames ont pendant 3 jours durant été initiées aux techniques de fabrication de différents outils à base des perles. C'est dans le cadre du « Projet Wendia Faaba », une initiative conjointe de l'Ong « Les Humanitaires » et Plan International Bénin et financée à travers le programme Youth Challenger Fund 2023.

A travers cette formation apprentissage, les initiateurs de l'atelier entendent insuffler aux futures candidates au mariage, l'importance de l'autonomisation de la femme au foyer, par

l'exercice d'activités génératrices de revenus. En présence, des parents des participants, et autorités locales de Koméguia, la coordonnatrice du projet, Salimatou Tamou Guio Gnanki a laissé entendre : « notre mission est de fournir une assistance humanitaire aux populations vulnérables et aux couches défavorisées en travaillant avec la collaboration des communautés locales et les partenaires afin de garantir une réponse efficace et durables aux difficultés de la jeune génération ». En clair, selon la responsable, le projet en cours d'exécution a pour principal objectif d'œuvrer pour l'épanouissement pro-

fessionnel, et économique des jeunes adolescents et adolescentes des communes de Parakou et de N'Dali. Il s'exécute à travers : l'amélioration des connaissances des jeunes sur le leadership, l'activisme et leur capacités à formuler des plaidoyers auprès des autorités locales. Cerise sur le gâteau, les participantes à cet atelier ont été également initiées à l'appropriation des différents textes et lois sur le mariage, et la formulation des plaidoyers en direction des autorités sur les conséquences de la violation des dispositions de ces documents.

Ibrahim Yarou Djibril
(Col Parakou)

WALID
REGRAGUI

«
**AFRIQUE
À TOI
MAINTENANT**
»

 **Sanlam**

Vivez en toute confiance